

Économie et Antéchrist...

JEAN-MARC DANIEL

Les cercles qui s'intéressent à l'épistémologie de l'économie aux États-Unis développent une nouvelle théorie dont les événements récents apportent chaque jour une nouvelle confirmation. Selon eux, l'économie est devenue le refuge de ceux qui naguère s'adonnaient à la théologie et autres spéculations religieuses. Tout prédicateur plus ou moins savant qui autrefois multipliait les arguties vaines sur la double nature du Christ ou les conséquences de la grâce efficace est aujourd'hui un analyste financier ou un prévisionniste péremptoire. Le vocabulaire en donne une bonne illustration puisque certains économistes se voient qualifiés de « gourous » ou de « magiciens ». Souvenons-nous qu'Alan Greenspan fut en son temps investi de pouvoirs surnaturels, lui qui « parlait à l'oreille des marchés » !

Prédire l'apocalypse

Mais comme dans les époques religieuses antérieures, ce qui fascine le plus est le discours de l'apocalypse. Les prophéties noires, les annonces millénaristes, le catastrophisme punitif qui trouvaient auparavant leur mode naturel d'expression dans les prêches religieux se sont recyclés en des prévisions

portant sur l'imminence de la récession, de la mort annoncée du système financier et de celle inéluctable du capitalisme. Que celui-ci ait survécu à tous ses fossoyeurs n'y fait rien : son agonie, certes plutôt lente, est au menu de tous les débats politico-médiatiques. Cette tendance avait déjà été théorisée dans les années 1930 par Irving Fisher, alors économiste de référence. Il soulignait que l'économiste de seconde zone ne peut exister et essayer de s'assurer une certaine notoriété qu'en adoptant une position systématiquement négative. Cette attitude est la plus conforme à son intérêt : une forte croissance infirmant ses annonces de crise et de récession le laisse dans l'oubli ; mais une dépression sévère le met sur le devant et lui permet de dénoncer l'injustice précédente qui l'a fait négliger malgré sa lucidité.

Si Alan Greenspan – qui n'a parlé en pratique à l'oreille d'aucun marché, ayant plutôt inondé ceux-ci des dollars improductifs qui provoquèrent la crise – est aujourd'hui démodé, le gourou de l'apocalypse du moment, Nouriel Roubini, jouit à plein du bénéfice du catastrophisme. Son aura est inégalable auprès de ceux qui souvent ont du mal à suivre ses raisonnements tortueux et confus mais en retiennent la certitude de l'arrivée prochaine de « l'Antéchrist financier »...

Raison gardée

La crise actuelle des dettes publiques européennes a évidemment des fondements : nul ne peut ignorer que la réalité des finances grecques n'est guère reluisante. Pourtant, le taux d'endettement de la Grèce par rapport à son PIB est largement inférieur à celui qu'a connu le Royaume-Uni à la fin des guerres napoléoniennes ou de la Seconde Guerre mondiale. Or, quoi qu'on en dise, le Trésor britannique n'a plus fait défaut depuis 1693. Car la Banque d'Angleterre a été créée en 1694. Ses pouvoirs ont été organisés de façon claire par la loi de 1844 confirmant le compromis d'origine : la Banque refinance systématiquement l'État ; celui-ci en retour contient son déficit. Garantie ultime du système, celle dont David Ricardo faisait un des éléments clés de l'économie : les dirigeants de la Banque et ceux de l'État sont des gentlemen... Cette idée que la Banque centrale est là pour absorber la dette publique fonctionne aux États-Unis où la dégradation ridicule de la dette par l'agence de notations Standard & Poor's a débouché non sur l'explosion des taux d'intérêt et la revente précipitée des bons du Trésor, mais sur une baisse des taux et une recherche frénétique de cette dette que Ben Bernanke rachète et rachètera sans faiblir. Répondant récemment en termes agacés à un journaliste allemand qui l'accusait d'acheter de la dette grecque, Jean-Claude Trichet rappelait que la Banque centrale est là pour lutter contre l'inflation mais aussi pour assumer un rôle de prêteur en dernier ressort, et ce depuis que les Anglais ont eu le génie d'inventer cet outil. On peut préférer à une

Banque centrale de plein exercice les banqueroutes et les révolutions mais il fallait le dire plus tôt. Il ne fallait pas pousser les banques à acheter de la dette publique au nom du *fly to quality* pour leur dire ensuite que c'était un *fly to default*...

Calomniez, calomniez...

La crise des dettes est donc moins l'aboutissement de la damnation d'une économie européenne ayant fauté que de l'accumulation de rumeurs malveillantes, de maladresses et de retard dans les décisions. Le défaut d'un État européen ne serait pas la sanction d'une faute justement montrée du doigt par des moines noirs de la déroute économique, mais le résultat de l'incompréhension par certains décideurs de ce qu'est une Banque centrale et de l'incapacité des dirigeants européens à contrer les imprécations des « gourous ». Incapacité qui traduit probablement une certaine naïveté de l'Europe face à ceux qui la dénigrent. Et pourtant, ils devraient savoir à quoi s'attendre : « Croyez qu'il n'y a pas de plate méchanceté, pas d'horreurs, pas de conte absurde, qu'on ne fasse adopter aux oisifs d'une grande ville, en s'y prenant bien : et nous avons ici des gens d'une adresse ! » Voilà un extrait de la tirade de la calomnie de Beaumarchais dont on devrait se souvenir dans les salles de marché et dans les chancelleries européennes. Mais comme le dit Alain Minc, cette crise est aussi et peut-être même surtout celle de l'inculture...

1. Caron de Beaumarchais, *Le Barbier de Séville*, 1775.